

82 appartements annoncés mais contestés par Inter-Environnement-Bruxelles

Début août on a appris par la RTBF que la construction des 82 appartements à réaliser dans le quartier de la Porte de Namur, Avenue de la Toison d'Or, et réservés à une clientèle fortunée, est contestée par Inter-Environnement-Bruxelles pour raison de mixité sociale.

Pour Inter-Environnement, il est normal qu'un

promoteur immobilier réponde à une logique de profit, il appartient aux Autorités de promouvoir l'intégration d'un pourcentage de logements pour un public plus défavorisé. Pour le projet ProWinko à la Porte de Namur, cela semble trop tard. Le permis est accordé...

Source : RTBF Régions

Le nouvel accord en matière d'efficacité énergétique néglige les objectifs nationaux attendus



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

Après de difficiles négociations entre les représentants du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, un accord sur la Directive efficacité énergétique a été conclu le 13 Juin 2012. Bien que ce compromis énonce un certain nombre de mesures contraignantes, il reflète également la volonté des gouvernements de l'UE de tendre vers plus de flexibilité, préférant atteindre leurs objectifs via des stratégies nationales à long terme. Cependant, ces mesures ne permettront pas à l'UE d'améliorer l'efficacité énergétique de 20% d'ici à 2020 !

Dans la soirée du 13 juin 2012, les trois organes législatifs européens sont parvenus à un accord de dernière minute sur la Directive efficacité énergétique. Pilotées par la Présidence Danoise du Conseil des ministres, les négociations entre les députés européens et les États membres étaient tendues et de nouvelles exemptions ainsi que des mesures supplémentaires devaient être ajoutées en fin de journée afin de sauver le compromis. Par exemple, le Royaume-Uni a insisté pour que les pays ayant déjà adopté des mesures pour les sociétés d'énergie bénéficient d'exemptions supplémentaires et, de leur côté, les députés du Parlement Européen ont introduit des mesures supplémentaires visant à garantir de plus grandes économies d'énergie à l'avenir. Toutefois, malgré ces concessions difficiles, la Présidence Danoise estime que le compromis est un grand succès et un grand pas en avant car il aidera la croissance et l'emploi en Europe.

Mais, étant donné la façon dont il a été convenu, de nombreux observateurs craignent que l'Europe n'atteigne pas son engagement visant à réduire la consommation d'énergie de 20% d'ici 2020, puisque la plupart des propositions ambitieuses de la Commission européenne qui fixaient des objectifs nationaux contraignants et immédiats ont été effacées. En particulier, la nouvelle directive a abandonné la proposition sur les exigences de rénovation des bâtiments publics (article 4), qui appelait à la rénovation de 3% de la superficie totale (de plus de 250m²) des immeubles appartenant à des organismes

publics chaque année. Au lieu de cela, elle obligerait les États membres à rénover 3% de la superficie totale des bâtiments chauffés et/ou refroidis appartenant à et occupés par leur gouvernement central et ceci ne s'appliquerait qu'aux bâtiments possédant une surface utilisable totale de plus de 500m². En conséquence, la disposition ne toucherait qu'un faible pourcentage de tous les bâtiments publics (10%), ce qui est bien loin des attentes initiales.

Néanmoins, pour compenser l'affaiblissement de la proposition de rénovation de 3% des bâtiments publics, le Parlement européen a introduit une mesure prometteuse dans l'article 3a de la Directive demandant aux États membres de l'UE d'élaborer une feuille de route qui visera à rendre le secteur du bâtiment dans son ensemble plus efficace d'un point de vue énergétique d'ici à 2050. Cette stratégie à long terme visant la rénovation du parc des bâtiments existants devrait être finalisée en avril 2014 et donner un nouvel espoir au secteur de la construction.

« Même si cette stratégie à long terme ne remplace pas les objectifs nationaux contraignants attendus par la profession d'architecte pour améliorer l'environnement bâti et créer de nouveaux emplois, elle nous permet de regarder l'avenir avec plus d'optimisme et de conviction, et offre des possibilités de croissance qui contribueront à aider les architectes et d'autres intervenants du secteur à sortir de la récession économique », a déclaré Ian Pritchard, Secrétaire Général du CAE.

Source : Communiqué de presse du CAE, Conseil des Architectes d'Europe (22/06/12)



A Bruxelles, doublement de nombreuses primes énergie pour compenser la suppression des déductions fiscales fédérales

Sur proposition de la Ministre bruxelloise de l'Environnement, de l'Energie et la Rénovation urbaine, le Gouvernement bruxellois a décidé ce jeudi d'augmenter le montant de certaines primes « énergie ».

Cette décision fait suite à la celle du Gouvernement fédéral de supprimer brusquement les déductions fiscales relatives aux investissements économiseurs d'énergie.

La décision du Gouvernement bruxellois prise ce 20 juillet 2012 a un effet immédiat.

Dès lors, pour toutes les demandes dont la facture finale est émise à partir du 20 juillet 2012 :

- ▶ la prime isolation des murs par l'extérieur est doublée (jusqu'à 110 €/m²) ;
- ▶ la prime pour le double vitrage est triplée (jusqu'à 130 €/m²) ;
- ▶ la prime chaudière à condensation est doublée (jusqu'à 1 600 €) ;
- ▶ la prime pompe à chaleur est doublée (jusqu'à 4 750 €) ;
- ▶ la prime chauffe-eau solaire est majorée de 50% (jusqu'à 3 500 €) ;

Les autres primes n'ont pas été adaptées car le montant actuel permet d'amortir leur investissement en cinq à sept ans.

Source : <http://evelynne.huytebroeck.be> (20/07/12)

Le photovoltaïque en Belgique : bonne cotation !

Selon la Fédération des Energies Renouvelables (EDORA), le score de la Belgique annoncé par «Solarsuperstate» qui établit le palmarès international des capacités installées des énergies renouvelables solaires et éoliennes. L'Allemagne vient en tête (on n'est pas surpris!) : de tous les pays pour le photovoltaïque avec 301 watts-crête par habitant. La Belgique occupe honorablement la 6^e position sur 197.

Au 1^{er} trimestre 2012, la production photovoltaïque consommée localement par les ménages belges a été de 473 Gwh. C'est l'estimation établie par Synergrid pour la consommation électrique dans le résidentiel et le tertiaire.

La production photovoltaïque locale a donc permis de couvrir ±1,6% de la demande en électricité des clients raccordés aux réseaux de distribution.

NB : L'Allemagne va débloquent 100 milliards € pour les énergies renouvelables.

Source : www.edora.org